

SYNDICAT MIXTE ARDECHE DROME NUMERIQUE (A.D.N) DELIBERATION

COMITE SYNDICAL DU 13 FEVRIER 2026

Objet : Approbation de l'avenant n° 3 à la Convention de subvention entre l'ANCT et le syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique en date du 19 novembre 2018

L'an deux mille vingt-six, le vendredi 13 février à 10 heures, le Comité syndical du syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique, dûment convoqué le vendredi 6 février, s'est réuni par suite d'une absence de quorum lors de la séance du 6 février 2026, en session ordinaire, au siège du syndicat, sous la présidence de Didier-Claude BLANC.

NOM, PRÉNOM	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	EXCUSE	NOM, PRÉNOM	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	EXCUSE
BLANC D.-C. (PR)	X			MAISONNAT P.			X
MASSEBEUF I. (VP)	X			LADEGAILLERIE J.			X
TOURVIEILHE M. (VP)	X			MEHUKAJ E.	X		
FERNANDEZ M. (VP)			X	FERROUSSIER F.			X
BRUN C. (VP)			X	LEBRAT J.			X
FALCONE C. (VP)			X	MATHON C.			X
BONNET-FERRAND V.		X		INARD P.			X
AURIAS C.			X	REY C.			X
GAUCHER S.			X	FERLAY A.			X
SAULIGNAC H.			X	DEVOCHELLE C.			X
JOUVET P.			X	GINEVRA S.			X
ANGELI X.			X	LARUE F.			X
ANJOLRAS H.			X	MANTONNIER L.	X		
ARAKELIAN J.-J.			X	MASSOLA C.	X		
BOYER J.			X	MARCAILLOU P.			X
CARRIER M.			X	MATTRAS J.-M.			X
CHARBONNIER M.			X	MOLINIE S.			X
COLL N.	X			MOSSAZ P.			X
DECONINCK S.	X			NAJI D.			X
DECULTY J.-P.			X				

Pouvoir : 1

- Pouvoir donné de Virginie BONNET-FERRAND à Didier-Claude BLANC.

Secrétaire de séance : Patrick MARCAILLOU.

EN EXERCICE : 39 PRESENTS : 8 (33 voix) VOTANTS : 9

Quorum : Non requis pour cette séance.

Le Comité syndical

- Vu la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ;
- Vu la convention du 28 décembre 2016 portant avenant à la convention entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations (la « Convention FSN ») relative à la gestion du fonds programme d'investissements d'avenir (action « Développement de l'économie numérique ») et du Plan « France Très Haut Débit » ;
- Vu l'avenant du 07 décembre 2018 à la convention du 28 décembre 2016 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative à la gestion des fonds du programme d'investissements d'avenir (action « Développement de l'économie numérique ») et du Plan « France Très Haut Débit » ;
- Vu la convention de subvention entre la Caisse des dépôts et consignations et le syndicat mixte ouvert Ardèche Drôme Numérique en date du 19 novembre 2018 ;
- Vu l'avenant 1 en date du 30 septembre 2020 à la convention du 19 novembre 2018 ;
- Vu l'avenant 2 en date du 20 octobre 2023 à la convention du 19 novembre 2018 ;
- Vu la convention du 10 décembre 2021 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations et l'ANCT relative à la gestion des fonds du programme d'investissements d'avenir (action « Développement de l'économie numérique ») et du Plan « France Très Haut Débit » ;
- Vu l'avenant du 30 décembre 2022 à la convention du 10 décembre 2021 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations et l'ANCT relative à la gestion des fonds du programme d'investissements d'avenir (action « Développement de l'économie numérique ») et du Plan « France Très Haut Débit » ;
- Vu la convention de mandat de gestion du 16 août 2023 entre l'Etat et l'ANCT relative à la gestion des fonds du Plan « France Très Haut Débit » ;
- Vu la délibération du Comité d'engagement en date du 15 mai 2025 définissant les évolutions des modalités de financement de la convention du 19 novembre 2018 ;
- Vu les statuts du syndicat mixte ADN ;
- Vu le rapport ;

Considérant que lors de son audition devant le Comité de concertation France Très Haut Débit, le 16 novembre 2023, le Syndicat, représenté par le Président, Christelle Falcone, le Directeur général des services et le Directeur de l'exploitation, a rappelé la nécessité, afin d'atteindre l'objectif du 100 % fibre sur son territoire, que l'État garantisse ses engagements en matière de subvention ;

Considérant que, dans ce cadre, et en concertation avec les services de l'ANCT, le Président a saisi par courrier, en date du 7 avril 2025, le Comité de concertation « France Très Haut Débit » afin de solliciter une réaffectation des composantes de la convention liant le Syndicat à l'État ;

Considérant que les composantes « collecte » et « inclusion numérique » ne sont pas mobilisées dans le cadre du projet ADN, il a été demandé que les montants correspondants soient redéployés vers la composante « desserte », pleinement mobilisée pour l'atteinte de l'objectif du 100 % fibre ;

Considérant que le présent projet d'avenant a été joint à la convocation des membres du Comité syndical ;

Décide à l'unanimité des voix :

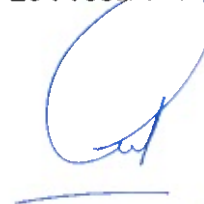
- ARTICLE 1 : D'APPROUVER les termes du projet d'avenant n° 3 à la Convention de subvention entre l'ANCT et le syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique en date du 19 novembre 2018, lequel prévoit :

- La réaffectation des composantes de la convention ;
- Le retrait de la commune de Montfroc du périmètre de déploiement compte tenu du fait le déploiement est assuré par un opérateur privé ;
- La modification du périmètre de déploiement du FttH de 97 % à 100.

- ARTICLE 2 : D'AUTORISER le Président à signer l'avenant n° 3 à la Convention de subvention entre l'ANCT et le syndicat mixte ouvert Ardèche Drôme Numérique en date du 19 novembre 2018.

Le secrétaire de séance

Le Président



Patrick MARCAILLOU

Didier-Claude BLANC

La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et le cas échéant, de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble.

À cette fin et dans les conditions prévues par le Code de justice administrative, une requête peut être déposée :

- Soit directement à l'accueil du tribunal ;
- Soit en ligne via le téléservice « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr) ;
- Soit par voie postale, de préférence par recommandé avec avis de réception, à l'adresse suivante :

Tribunal administratif de Grenoble
2 Place de Verdun
Boîte Postale 1135
38022 Grenoble Cedex

En application des dispositions du Code des relations entre le public et l'administration, il est également possible, avant l'expiration du délai de recours contentieux, d'exercer un recours gracieux à l'encontre de la présente délibération. Dans cette hypothèse, le délai de recours contentieux est interrompu et un nouveau délai de deux mois commence à courir à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet.

Ce recours doit de préférence être effectué par écrit en recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Syndicat Mixte Ardèche Drôme Numérique
8 avenue de la Gare
CS 20125 Alixan
26958 Valence Cedex 9